



Assemblée générale

Distr. générale
10 août 2012
Français
Original : anglais

Commission du droit international

Soixante-quatrième session

Genève, 7 mai-1^{er} juin et 2 juillet-3 août 2012

Nominations à des sièges devenus vacants après élection

Note du Secrétariat

Additif

Liste de candidats

1. Le 10 août 2012, les candidats ci-après avaient présenté leur candidature aux sièges devenus vacants à la suite de la démission de M. Stephen C. Vasciannie :

M^{me} Kathy-Ann Brown (Jamaïque)

M. Marcelo Vásquez-Bermúdez (Équateur)

2. On trouvera dans l'annexe du présent document les curriculum vitæ de ces candidats.



Annexe

Curriculum vitæ*

Kathy-Ann Brown (Jamaïque)

Sexe : Féminin

Formation universitaire et professionnelle

Doctorat (PhD) en droit (jurisprudence)

1992, York University, Osgoode Hall Law School, Canada

Thèse : « The Common Heritage of Humankind: the Status of the Deep Seabed – Legal and Political Realities » (p. 1 à 854) (« L'héritage commun de l'humanité : le statut des grands fonds marins – réalités juridiques et politiques »)

Certificat de stage

1986, Organisation des Nations Unies, Département de l'information, programme de stage à l'intention des étudiants du troisième cycle, New York

Certificate of Legal Education

1984, Norman Manley Law School, Jamaïque

Admission au barreau de la Jamaïque

L.L.M. (maîtrise en droit) (droit international)

1982, Cambridge University, faculté de droit, Angleterre, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

LL.B (licence en droit)

1981, University of the West Indies, faculté de droit, Barbade

Bourses et distinctions

Programme des visiteurs internationaux de l'Agence d'information des États-Unis – janvier-février 1997

Bourse de l'ONU – mai-juin 1995

Bourse du Programme canadien de bourses d'études du Commonwealth – 1984-1989

Prix H. H. Dunn récompensant un travail exceptionnel dans le domaine de la rédaction d'actes de cession de propriété – 1984

Prix d'excellence en droits de l'homme décerné par le vice-recteur (University of the West Indies) – 1981

« Mark of Merit » (University of the West Indies) – 1979

* Les curriculum vitæ ne sont pas revus par les services d'édition.

Expérience professionnelle

Du 1^{er} décembre 2008 jusqu'à présent

Solliciteur général adjointe et Directrice, Division des affaires internationales, Services du Procureur général, Jamaïque

(Du 2 avril 2012 au 6 août 2012 : Solliciteur général par intérim)

Chargée de remplacer le Solliciteur général en l'absence de celui-ci et de donner des conseils juridiques aux services du Gouvernement dans le domaine du droit international, ainsi que sur les divers traités et l'évolution de la pratique des États concernant la Jamaïque; chargée également de représenter le Gouvernement jamaïcain dans des négociations bilatérales, régionales et internationales. Dans le cadre de ces responsabilités, a notamment fait fonction de négociateur principal pour la Jamaïque dans les négociations de délimitation de la frontière maritime avec les îles Caïmanes et dans les négociations de délimitation de la frontière maritime avec le Honduras, et a plaidé en qualité de conseil devant la Cour de justice des Caraïbes dans l'affaire *Trinidad Cement Ltd c. The Caribbean Community*, requête introductive en première instance n° OA 1 de 2009, [2009] CCJ 4 (OJ)

Principaux domaines de responsabilité : droits de l'homme; assistance juridique mutuelle; questions de sécurité internationale; droit de la mer; droit commercial international; droit de la communauté des Caraïbes; environnement; politique aérienne; et droit des organisations internationales

Dans le cadre de ces responsabilités, a servi dans divers comités, tout particulièrement le Comité chargé de la révision de la loi sur les secrets d'État

Le titulaire de ce poste est expressément autorisé à offrir ses services de consultant extérieur lorsque ceux-ci ne sont pas incompatibles avec les responsabilités assignées par le Gouvernement de la Jamaïque. Les travaux de consultant à court terme effectués par la candidate sont notamment les suivants :

Étude de la Banque interaméricaine de développement (BID), « Assessment of Regulation in Services in the Caribbean – a review of the legislation of Barbados, Belize, Guyana, Jamaica and Trinidad and Tobago » (« Évaluation de la réglementation des services dans les Caraïbes – examen des textes en vigueur à la Barbade, au Belize, au Guyana, en Jamaïque et à la Trinité-et-Tobago »), août 2012;

Étude de l'Organisation des États américains (OEA) sur l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO), « Implementing the CARIFORUM-EU Economic Partnership Agreement: legal review and design of projects in trade in services and investment » (« Application de l'Accord de partenariat économique CARIFORUM-EU : examen juridique et conception des projets dans les domaines des échanges de services et de l'investissement »), 6 décembre 2010-juin 2011;

Consultation externe du Secrétariat du Commonwealth : appui au Belize dans ses préparatifs en vue de l'examen de sa politique commerciale de 2010 par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), juin-novembre 2010;

Étude de l'OEA sur le Belize, « Implementing the CARIFORUM-EU Economic Partnership Agreement: legal review and design of projects » (« Application de l'Accord de partenariat économique CARIFORUM-EU : examen juridique et conception des projets »), mars-septembre 2010.

Du 1^{er} septembre 2003 au 30 novembre 2008

Directrice adjointe/Conseillère (juridique), Section économique et juridique de la Division des services consultatifs spéciaux du Secrétariat du Commonwealth

Présidente de l'Association du personnel du Secrétariat du Commonwealth, septembre 2006-novembre 2007; Vice-Présidente de l'Association du personnel du Secrétariat du Commonwealth, août 2004-septembre 2006

Responsabilités assumées en qualité de Directrice adjointe/Conseillère (juridique) :

- Assistance technique aux pays en développement du Commonwealth, en particulier les pays moins avancés, les pays à faible revenu et les petites économies, pour la mise en œuvre progressive de réformes de la politique du commerce extérieur compatibles avec leurs objectifs stratégiques de développement, avec les engagements commerciaux régionaux et avec les règles de l'OMC; un mémorandum d'accord spécial régit l'assistance à tous les pays du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (y compris les pays non membres du Commonwealth);
- Activités de conception, d'examen et de conseil en ce qui concerne les cadres législatifs, contractuels et réglementaires appropriés pour lever les obstacles à l'investissement et aider à créer un climat durablement propice à l'investissement;
- Conseil de politique générale et direction de négociations entre les gouvernements, les investisseurs et les sociétés multinationales sur des questions complexes et interdépendantes d'ordre pratique, juridique, budgétaire et économique;
- Gestion de projets – notamment achèvement des procédures, depuis la demande d'assistance initiale jusqu'à la présentation de toutes les pièces justificatives, en passant par la conception des projets, et identification des progrès en ce qui concerne le contenu, la portée des programmes et les méthodes d'exécution;
- Établissement et entretien de contacts à des niveaux élevés avec des membres et des représentants de gouvernements, et mise au point de partenariats stratégiques avec des organismes multilatéraux et bilatéraux, des organisations non gouvernementales et d'autres acteurs pertinents de la société civile;
- Participation et contribution à des séminaires, des conférences et des réunions de groupes d'experts internationaux sur des questions d'actualité relevant de domaines spécialisés de travaux entrepris dans le cadre de projets.

Les principaux domaines dans lesquels cette assistance technique a été apportée étaient notamment les suivants : conseils sur l'exécution des engagements pris dans le cadre de l'adhésion à l'OMC dans les cas du Royaume des Tonga et du Samoa; réforme des régimes d'investissement liés au commerce extérieur (notamment en ce

qui concerne les incitations budgétaires, y compris – dans certains cas – la création de zones économiques spéciales) à Sainte-Lucie, au Belize, au Malawi et au Botswana; assistance dans le cadre du processus d'examen de la politique commerciale par l'OMC et suivi ultérieur de l'exécution des réformes, dans les cas du Belize et des pays de l'Organisation des États des Caraïbes orientales; vaste programme d'assistance à l'échelle du Commonwealth sur l'application des assouplissements de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) en vue de promouvoir l'accès aux médicaments bon marché; conseils juridiques apportés au groupe de travail des pays du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique chargé des bananes en ce qui concerne les mises en cause à l'OMC du régime d'importation de bananes de l'Union européenne (UE); aide à la mise au point et à l'application de la politique de la concurrence dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe, le Malawi et la Gambie; aide à la révision de la réglementation du tourisme en Gambie; aide à la formation de recours commerciaux compatibles avec les règles de l'OMC à Samoa, au Malawi et au Belize; et aide à la mise au point d'un régime de normes sanitaires et phytosanitaires compatibles avec les règles de l'OMC au Malawi.

Avril 2002-août 2003 – consultante indépendante

Les travaux effectués durant cette période en qualité de consultante sont notamment les suivants :

Appel d'offres pour la mise en œuvre du projet 8 APC TPS 110 « Renforcement des capacités à l'appui de la préparation de l'accord de partenariat économique » (projet n° 039 – Groupe consultatif sur les sucres – financé par l'UE)

Consultante dans le domaine du commerce extérieur au secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, à Bruxelles (apport d'assistance technique du secrétariat du Commonwealth au Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – septembre 2002-mai 2003). Les responsabilités assumées dans le cadre de ce travail comprenaient des travaux de recherche et la rédaction de documents de référence à l'appui de la préparation et de la négociation d'accords de partenariat économique par le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique; l'aide à l'application des dispositions commerciales et économiques de l'Accord de Cotonou; le suivi des questions d'actualité du système commercial multilatéral et l'analyse de leurs conséquences pour le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Conséquences de l'Accord de Cotonou pour la clause de la nation la plus favorisée (projet du Mécanisme régional de négociation de la Communauté des Caraïbes et de l'Agence canadienne de développement international, 2002)

Identification de solutions aux problèmes posés aux petits pays en développement dans le système commercial multilatéral – axées sur les accords commerciaux régionaux et sur les mesures exceptionnelles de protection (secrétariat du Commonwealth, 2002)

Du 1^{er} mars 1998 au 31 mars 2002

Conseillère technique principale (questions juridiques – commerce international),
Mécanisme régional de négociation de la Communauté des Caraïbes

(Activités de consultante auprès du Mécanisme régional de négociation de la
Communauté des Caraïbes à partir de novembre 1997)

Les responsabilités assumées dans le cadre de ce travail étaient notamment les
suivantes : participation aux consultations – officielles et informelles – de l'OMC et
établissement de rapports y afférents; collaboration avec les missions permanentes
de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) à Genève; gestion d'un dossier
spécial concernant la participation de non-résidents aux processus diversifiés de
l'OMC (facilitée grâce à ma nomination en qualité de conseiller du Représentant
permanent de Sainte-Lucie) – notamment la fourniture d'une assistance technique à
la demande; et assistance apportée à divers gouvernements d'États membres de la
Communauté des Caraïbes ou représentation de ces États dans des procédures de
règlement de différends à l'OMC. Ces responsabilités se sont étendues à la fois aux
négociations entre les États du Groupe Afrique, Caraïbes et Pacifique et la
Commission européenne et aux négociations menées dans le cadre de la zone de
libre-échange des Amériques, dans des domaines de compétences spécifiques
détaillés ci-après

*D'octobre 1991 à février 1998 (en détachement du Mécanisme
régional de négociation de la Communauté des Caraïbes
jusqu'au 31 mars 2002)*

Chargée de cours de droit, faculté de droit, University of the West Indies, Barbade.

Directrice de cours dans les domaines suivants :

Droit de la mer (L.L.M. 1991-92, 1993-98)

Droit international public : investissements étrangers privés (L.L.M. 1995-98)

Le droit dans la société (L.L.B. 1991-92)

Droit international du développement et de l'économie (L.L.B. 1992-98)

Droit des organisations internationales (L.L.B. 1992-97)

Droit international privé (L.L.B. 1993-95)

Droit des investissements étrangers (L.L.B. 1997-98)

Directrice d'études :

Jurisprudence (L.L.B. 1991-92)

Droit international public I (L.L.B. 1991-98)

Droit international public II (L.L.B. 1991-95)

Droit international privé (L.L.B. 1991-95)

Représentante de la faculté au Caribbean Council of Legal Education (1997)

Consultante auprès de l'équipe des négociateurs de la Barbade pour l'Accord
maritime entre la Barbade et les États-Unis d'Amérique contre le trafic de
stupéfiants (1997)

Consultante dans le cadre d'un projet de la Banque interaméricaine de développement sur le droit de la propriété intellectuelle dans les Caraïbes (parmi cinq consultants régionaux, spécifiquement chargée de la Barbade, 1997-98)

Du 1^{er} juin 1991 au 1^{er} octobre 1991

Crown Counsel (avocate de la Couronne), Département du Procureur général, Gouvernement de la Jamaïque

Participation en qualité de conseil aux affaires ci-après portées devant l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce

Communautés européennes – régime d'importation, de vente et de distribution des bananes (recours à l'article 21.5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends par l'Équateur) – collaboration avec les États tiers de la Communauté des Caraïbes et conseil; conseil également du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

États-Unis d'Amérique – mesures concernant les importations de certains produits en provenance des Communautés européennes, conclusions orales devant le Groupe spécial de l'OMC pour le compte du Commonwealth, de la Dominique et de Sainte-Lucie

États-Unis d'Amérique – section 301-310 de la loi commerciale de 1974 : conclusions orales pour le compte du Commonwealth de la Dominique et de Sainte-Lucie; et réponses écrites aux questions posées à des tiers pour le compte du Commonwealth de la Dominique et de Sainte-Lucie

États-Unis d'Amérique – mesures visant les importations de certains produits en provenance des Communautés européennes, conclusions écrites et orales devant l'organe d'appel de l'OMC pour le compte du Commonwealth de la Dominique et de Sainte-Lucie

Communautés européennes – subventions à l'exportation de sucre (demande de consultations présentée par l'Australie et le Brésil, DS266) – consultations avec des tiers du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et déclaration orale pour le compte de Saint-Kitts-et-Nevis

Communautés européennes – Accord de partenariat ACP-CEE – recours à l'arbitrage en application de la décision du 14 novembre 2001, sentence arbitrale, WT/L/616, en date du 1^{er} août 2005 (fourniture d'une assistance juridique au secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique)

Communautés européennes – accord de partenariat APC-CEE – deuxième recours à l'arbitrage en application de la décision du 14 novembre 2001, sentence arbitrale, WT/L/625 en date du 27 octobre 2005 (fourniture d'une assistance juridique aux pays exportateurs de bananes du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique)

Communautés européennes – régime d'importation, de vente et de distribution des bananes – recours à l'article 21.5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends par l'Équateur (fourniture d'une assistance juridique au secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique)

Communautés européennes – régime d’importation, de vente et de distribution des bananes – recours à l’article 21.5 du Mémorandum d’accord sur le règlement des différends par les États-Unis d’Amérique (fourniture d’une assistance juridique au secrétariat du Groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique)

Membre du Groupe spécial dans l’affaire *Japon – mesures visant l’importation de pommes* (2002/3)

Arbitre dans l’affaire *Japon – mesures visant l’importation de pommes* : recours à l’article 21.5 du Mémorandum d’accord par les États-Unis d’Amérique (2004-5)

Négociatrice principale pour la Communauté des Caraïbes dans le groupe de négociation sur les subventions, les mesures antidumping et des droits compensateurs dans la zone de libre-échange des Amériques (FTAA, 1999-2001)

Publications

« Coherence, energy, subsidies, carbon taxes and the CARICOM Single Market and Economy (CSME) » (2009), disponible à l’adresse suivante : www.cavehill.uwi.edu/clic/symposium/presentations/kab.pdf.

« Opinion on the General Preferential Regime Application to Imports of Goods Originating in ACP Non-LDC Failing the Conclusion and Entry into Force of EPAs by 1 January 2008 » (Secrétariat du Commonwealth, 2007).

« Can Donors Help Countries to Negotiate and Maintain their Rights under Trade Agreements? », *Trade and Aid: Partners or Rivals in Development Policy?*, publié sous la direction de Sheila Page (Cameron May, 2006), p. 245 à 275.

« Defining our Vulnerability: The Commodity Protocols and WTO Rules », *The Multilateral Aspects of the ACP-EU Partnership Agreement*, publié sous la direction de Berthelot & Robin (Agence de la Francophonie et Secrétariat du Commonwealth, 2002), p. 117 à 123.

Commentaire de l’article de Stefan Tangermann sur l’avenir des accords commerciaux préférentiels pour les pays en développement et la série de négociations en cours sur l’agriculture à l’OMC, *FAO papers on selected issues relating to the WTO negotiations on agriculture* (Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), 2002), p. 108 à 115.

« La importancia de la participación en los procesos multifacéticos de la OMC: La Agenda de Desarrollo después de Doha – definida a través de compromisos activos » (traduction « L’importance de la participation aux processus multiformes de l’OMC : l’ordre du jour du développement après Doha – défini par un engagement actif »), *Revista Informativa de la Asociación Boliviana de Economía Política de la Globalización* (août 2002).

« What Economic Integration in the Hemisphere Means to Florida Industries: Now and in 2005 », deuxième Conférence annuelle de la faculté de droit Levin de l’Université de Floride sur les questions de droit et de politique générale aux Amériques (2001) 14 Fla J. Int’l L., p. 79 et suiv.

Commentaire sur un sujet de droit commercial, « Finding a place for small developing economies in the World Trade Organization », *World Trade Agenda*, avril 2001, p. 12 et 13.

« Access to Industrialized Country Markets – a CARICOM Perspective », Parlement européen, groupe des partis socialistes, « Towards a Development Round: a Seminar on the WTO Millennium Round and Developing Countries », (Bruxelles, 28 septembre 2000), (un résumé de cet exposé est publié dans *Report on a Seminar hosted by the Party of European Socialists Group of the European Parliament* (décembre 2000).

« The WTO Dispute Settlement Mechanism – a developing country perspective », *Internationale Berliner Wirtschaftsrechtsgespräche*, Ulrich Immenga/Natalie Lübben/Hans Peter Schwintowski (dir.), *Conflict Resolution in a Global Economy*, Proceedings of the Fifth International Trade Law Conference (Humbolt University, mai 2000).

« The Shiprider Model: An Analysis of the U.S. Proposed Agreement Concerning Maritime Counter-Drug Operations in its Wider Legal Context » (1997) n° 1, *Contemporary Caribbean Legal Issues*, p. 1 à 80.

« Now that the Ship has Docked [...]’: A Postscript to the Shiprider Debate » (1997), n° 67, *CARICOM Perspectives*.

« The Law of Treaties between States and International Organizations by P.K. Menon » (1992), *Scholarly Research and Review*, p. 82 à 88.

« CARICOM: Unity for Survival », *Free Trade in the Americas (An Hemispheric Approach)*, N. Lacasse et L. Perret (dir.) (Wilson et Lafleur Ltd., Montréal, 1994), p. 335 à 368.

Caribbean Regional Negotiating Machinery, Technical Studies n° 1, Trade Remedies and the FTAA (1999), p. 1 à 81.

Manuels de cours

International Development and Economic Law

Law of International Organizations

Law of Foreign Investment

Documents thématiques et notes d’information

« Caribcan: A Continuum in Canada-Caricom Economic Relations », compte rendu effectué à la demande du *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, mai 1993.

« Menon on Recognition », compte rendu de lecture réalisé à la demande du professeur P.K. Menon, mars 1993.

« US Trade Policy & Fast Track » (Caribbean Regional Negotiating Machinery), novembre 1997.

« Overview: From the CUFTA to NAFTA to the FTAA » (Caribbean Regional Negotiating Machinery), décembre 1997.

Documents de référence pour la Réunion ministérielle de l’Organisation mondiale du commerce de 1998, mai 1998.

« A Preliminary Discussion of Trade Remedies in the FTAA context », août 1998.

- « Electronic Commerce » (préparation de la Réunion ministérielle à Genève, 1998).
- « The WTO Agreement on Textiles and Clothing » (préparation de la Réunion ministérielle à Genève, 1998).
- « Lome Preferences and the WTO: The Banana Case – A Call for the Review of some WTO Rules » (1998).
- « Trade Liberalization, the WTO & the ACP: what issues and options? » (1999).
- « Thoughts on the MFN Proposal », juin 1999.
- « The DSB Crisis & Bananas » (1999).
- Notes de référence pour la Conférence du Groupe des 15 (G-15) à Bangalore, Inde (1999).
- « Background Information Note on US – Sections 301-310 of the Trade Act of 1974 and US – Import Measures on Certain Products from the EC: Two Recent Spin-offs from the Bananas Case » (1999).
- « UNCTAD X – BANGKOK: Reflections on the Draft Plan of Action from the Small Economy perspective – an issue of increasing importance to CARIFORUM countries » (11 février 2000).
- « Appointment of Persons to the Standing Appellate Body – A CARICOM Perspective » et « Informal Summary » (mars 2000).
- « Notes on the EC/ACP Waiver Request – Some initial responses » (31 mars 2000).
- « Difficulties attendant on Developing Countries' Pursuit of Rights in WTO – through the DSM, for example, or in obtaining anticipated market access in goods and services. Are such difficulties linked to the manner of implementation of market access commitments or are they linked to the application of other measures including TBT/SPS, AD/CV and safeguard actions? », document présenté au Séminaire de l'OMC sur l'exécution des engagements (26 juin 2000).
- « Report of the Ad Hoc ACP Technical Experts Group (Geneva) – in preparation for the ACP Trade Ministers meeting in Brussels » (4 décembre 2000).
- « Bahamas and the WTO – recent developments » (2000).
- « Workshop on Human Rights Policies of Development Assistance and Trade-Related Assistance Agencies: Putting Human Rights First? Rethinking Development and Trade Policies », présentation faite à la Conférence de Bonn (9 et 10 novembre 2000).
- « Briefing Note: The WTO & Caricom – Issues of principal significance raised by Caricom Missions » (février 2001 – note établie pour la réunion des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes avec le Directeur général de l'OMC).
- « Overview – Trade-related aspects of the Small Economy Debate – finding a place for small developing economies in the WTO », présentation faite à la table ronde du Secrétariat du Commonwealth, « Developing a Work Programme at the WTO on Small Economies », Marborough House, Londres, 30 mars 2001.

« The WTO Agriculture Negotiations and the ACP Sugar Protocol », présentation faite à la réunion ministérielle des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sur le sucre (24-26 avril 2001).

« Weighing the Pros and Cons: “a reality check” – Réunion informelle du Conseil général au niveau des hauts fonctionnaires » (juin 2001).

« The state of readiness for a new round: did we understand what we were getting into when we signed the URAs? (A case study of the OECS) » (juin 2001).

« Appointment of Persons to the Appellate Body » (3 septembre 2001).

« The developmental role of the EC in the WTO and the British vision for the future » (réunion en marge de la Conférence annuelle du parti travailliste britannique, 30 septembre-4 octobre 2001).

« Preparations for the Fourth Ministerial Conference » (octobre 2001).

« Free trade: trick or treat for the world’s poor? » (World Development Movement, 2 novembre 2001).

« The WTO Prohibition of Export Subsidies: Extension of the Transition Period – Article 27.4 of the SCM Agreement » (novembre 2001).

La liste ci-dessus met en évidence l’étendue des questions abordées. Les documents thématiques et notes d’information établis plus récemment ne sont pas inclus. Ils répondent généralement à des demandes spécifiques émanant de gouvernements clients.

Sujet de recherche (en suspens)

« La reconnaissance et l’exécution des sentences étrangères et le paragraphe 1 e) de l’article 5 de la Convention de New York : un modèle pour les pays antillais du Commonwealth? ».

Participation à des conférences

Le Canada et le libre-échange aux Amériques, Université d’Ottawa et Carleton University, Canada, octobre 1992, document présenté : « CARICOM ».

« The North American Free Trade Agreement: Its Scope and Implications for North America’s Lawyers, Businesses and Policymakers », Washington, États-Unis, janvier 1993.

Atelier économique de l’OECD, Barbade, avril 1993 (organisé par M^{me} M. Anyadike-Danes); document présenté : « Ownership and Use of Resources in the Caribbean Sea ».

Séminaire sur la passation des marchés et les négociations de contrats, BDC, Barbade, juillet 1993.

Séminaire OECO/University of the West Indies sur la surveillance des pêcheries, Barbade, août 1993; document présenté : « The Role of “Authorized Officers” in the Enforcement of OECS Fisheries Legislation ».

Congrès des Nations Unies sur le droit international public, New York, États-Unis, mars 1995.

Séminaire sur l'arbitrage et les autres formes de règlement des différends dans les pays anglophones des Caraïbes, ILC, Barbade, avril 1995; document présenté : « Domestic and International Enforcement of Arbitral Awards ».

Nations Unies, Séminaire de droit international, Genève (Suisse), mai-juin 1995.

CARICOM/Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), séminaire régional sur le droit commercial international, Barbade, 23-26 avril 1996; document présenté : « Party autonomy and the role of the courts in international arbitration ».

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), séminaire sous-régional sur la propriété industrielle à l'intention des rédacteurs juridiques des pays des Caraïbes, Barbade, 7-12 octobre 1996; document présenté : « Implications of the Paris Convention and the TRIPS Agreement on the Drafting of Modern Industrial Property Legislation ».

Politiques commerciales des États-Unis, Programme des visiteurs internationaux de l'USIA (Washington, Raleigh, Cleveland, San Francisco, San Jose, États-Unis d'Amérique), 30 janvier-20 février 1997.

Treaties: International Agreements – the impact on legal information systems in Commonwealth Caribbean jurisdictions, Caribbean Association of Law Libraries, CARALL XII Conference, Saint-Vincent-et-les Grenadines, 16-18 juillet 1997; document présenté : « Exposing Secrets: A Call for Transparency in the Treaty Making Process ».

OEA/University of the West Indies, atelier de rédaction législative, Barbade, 21 juillet-15 août 1997; document présenté : « The Legislative Implications of the Agreement Establishing the WTO for the Commonwealth Caribbean ».

Atelier de l'OMC à l'intention des pays antillais du Commonwealth sur les questions juridiques découlant des accords de l'Uruguay Round, Trinité-et-Tobago, 18-22 août 1997; documents présentés en qualité d'expert sur le commerce international et le développement et sur l'accord de l'OMC sur les ADPIC et l'application des lois sur la propriété intellectuelle dans les pays des Caraïbes.

CARICOM, réunion du Groupe de travail sur le commerce mondial et les questions économiques, notamment les questions afférentes à l'Organisation mondiale du commerce et aux mécanismes de négociation régionale, Guyana, 12 et 13 septembre 1997; document présenté en qualité d'expert : « Perspectives on multilateral trade and investment issues and recent developments at the World Trade Organization and related organizations in Geneva ».

Conférence ILEAP de Nairobi – 4-6 mai 2002; document présenté : « Implementation of trade and trade-related agreements at the country-level: problems & needs ».

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – Commission européenne, séminaire post-Doha, Saint-Domingue, République dominicaine – 30 juin et 1^{er} juillet 2002; document présenté : « Negotiations on WTO Rules ».

OECD/FAO : atelier sur le renforcement des capacités de l'OMC dans les pays de l'OECD : *Addressing Implementation Issues on the Agreement on Agriculture (AoA) and Participation in the Agriculture Negotiations*, 7 et 8 février 2003 (participation en qualité d'expert).

« Supporting the Commonwealth Response to HIV and AIDS », séminaire et atelier de préparation, 1^{er} et 2 octobre 2009, Secrétariat du Commonwealth, Fondation du Commonwealth, Commonwealth HIV and AIDS Action Group and the International HIV/AIDS Alliance, « Increasing access to HIV treatment – patent pools » (participation en qualité d'expert).

« The Inaugural Symposium: Current Development in Caribbean Community Law », parrainé par le Caribbean Law Institute Centre en association avec le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes et la Cour de justice des Caraïbes. Hyatt Regency Hotel, Trinité-et-Tobago, 9-11 novembre 2009, session VI : Intégration des Caraïbes et questions de commerce extérieur (participation en qualité d'expert).

Consultations de l'OECO sur la réforme des programmes de subvention à l'exportation, Bay Gardens Hotel, Gros Islet, Sainte-Lucie, 3 et 4 mai 2010 (participation en qualité d'expert).

« Supporting Commonwealth Countries' Accession to the WTO », Husa President Park Hotel, Bruxelles, 28 juin 2010 (participation en qualité d'expert).

Séminaire régional sur la politique commerciale à l'intention des parlementaires des pays des Caraïbes, Saint-Kitts-et-Nevis, Marriott Resort, 25 et 26 novembre 2010, « The Structure, Principles and Functioning of the International Trading System (Doha Negotiations) and their Impact on Growth, Development and Welfare in the Caribbean » (participation en qualité d'expert).

Conférences publiques : « The Shiprider Agreement: Passage Beyond Sovereignty », Barbade, 1^{er} avril 1997; Jamaïque, 17 avril 1997; Trinité-et-Tobago, 22 avril 1997.

Les réunions auxquelles j'ai contribué en qualité de conseillère technique du Mécanisme de négociation régionale des Caraïbes et ultérieurement dans le cadre de mes fonctions au Secrétariat du Commonwealth et au service du Procureur général de la Jamaïque ne sont pas mentionnées. Elles comprennent de nombreuses réunions organisées par la Communauté des Caraïbes, par la Zone de libre-échange des Amériques, conjointement par le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et par la Commission européenne, ainsi que par l'OMC; j'ai également participé à diverses manifestations organisées sous les auspices d'autres institutions telles que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la FAO, le Centre international du commerce et du développement durable, et l'American Bar Association (division internationale), en rapport avec les activités de l'OMC.

Marcelo Vásquez-Bermúdez (Équateur)

Date de naissance : 12 mars 1964

Commission du droit international

Membre de la Commission du droit international (2007-2011)

Président du Groupe de travail sur les réserves aux traités, qui a établi la série de principes directeurs constituant le Guide de la pratique des réserves aux traités, adopté par la Commission à sa soixante-troisième session

Président du Comité de rédaction de la Commission à sa soixante et unième session

Membre de la table ronde sur la responsabilité des organisations internationales pour fait internationalement illicite, organisée à l'occasion de la réunion des conseillers juridiques des organisations internationales et des membres de la Commission (2009)

Formation

1982-1988 : Études de droit (licence et doctorat)

Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Ecuador, Quito

1993-1994 : Maîtrise de droit international

Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima

1988 : Académie diplomatique du Chili « Andrés Bello »

Diplôme. Prix du meilleur étudiant étranger

Expérience professionnelle

Depuis 2012

Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, du commerce et de l'intégration de l'Équateur

2006-2011

Représentant permanent adjoint de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Juin 2011

Président de la troisième Conférence des Parties à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Novembre 2009

Président de la huitième réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, de 1954

Mars 2009

Président de la première réunion des États parties à la Convention de Paris sur la protection du patrimoine culturel subaquatique de 2001

2007 et 2009

Vice-Président des trente-quatrième et trente-cinquième sessions de la Conférence générale de l'UNESCO, tenues à Paris

2006-2007

Représentant de l'Équateur au Conseil exécutif de l'UNESCO

Membre de l'Organe consultatif d'experts en droit de la mer de la Commission océanographique intergouvernementale

Membre du Conseil du Bureau international d'éducation

2003-2006

Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, du commerce et de l'intégration de l'Équateur

1998-2003

Conseiller juridique de la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

Représentant de l'Équateur à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale, de la cinquante-troisième à la cinquante-septième session de l'Assemblée

Vice-Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session

Vice-Président du Comité spécial sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, lors des cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de l'Assemblée générale

Coordonnateur des consultations officieuses sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale

Coordonnateur des négociations sur la résolution 56/83, intitulée « Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite », adoptée par l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session

Coordonnateur des négociations sur la résolution 55/153, intitulée « Nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États », adoptée par l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session

Chef de la délégation équatorienne à la réunion plénière de l'Assemblée générale sur le point de l'ordre du jour intitulé « Les océans et le droit de la mer ». A négocié plusieurs résolutions sur la question, notamment celle portant sur la viabilité des pêches

1999-2003

Chef de la délégation équatorienne aux réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

2000-2003

Chef de la délégation équatorienne aux réunions du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer

Chef de la délégation équatorienne au Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996. A participé aux négociations concernant la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire

Chef de la délégation équatorienne aux 10 sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, de 1998 à 2002. A participé aux négociations concernant divers instruments, notamment le Règlement de procédure et de preuve, les éléments des crimes et l'Accord régissant les relations entre la Cour et l'Organisation des Nations Unies

2002-2003

Chef de la délégation équatorienne à l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Membre du Bureau (2002-2003)

24 avril-19 mai 2000

Représentant de l'Équateur à la Conférence des Parties de 2000 chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

2001

Représentant de l'Équateur à la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects

1999

Représentant de l'Équateur à la Commission du désarmement des Nations Unies. A participé aux négociations qui ont conduit à l'adoption du document contenant les principes et lignes directrices sur la création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée

1998

Coordonnateur de l'un des quatre groupes de négociation de l'Accord de paix de 1998 qui a réglé le différend territorial opposant l'Équateur et le Pérou. Les négociations ont eu lieu au Département d'État des États-Unis à Washington ainsi qu'à Quito et à Lima

1995-1997

Coordonnateur de la Commission de voisinage Équateur-Colombie et des relations bilatérales entre l'Équateur et le Pérou et entre l'Équateur et le Chili

Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères de l'Équateur

A négocié des accords et arrangements bilatéraux sur divers sujets, notamment l'entraide judiciaire, l'intégration et la santé

1990-1994

Ambassade de l'Équateur au Pérou

Deuxième et Premier Secrétaire

Rapporteur de la troisième réunion ministérielle de la Commission permanente du Pacifique-Sud

1989

Chef de la délégation équatorienne à la septième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer tenue à Kingston (Jamaïque)

Chef de la délégation équatorienne au Comité juridique de la Commission permanente du Pacifique Sud, Bogotá

1986-1987

Département du droit de la mer

Ministère des affaires étrangères de l'Équateur

Troisième Secrétaire

A élaboré la position de l'Équateur dans le domaine du droit de la mer

Activités universitaires

2012 et 2004-2005

Chargé de cours en droit international

Faculté de droit de l'Universidad Andina Simón Bolívar (université faisant partie du système de la Communauté andine), Quito

1995-1998

Chargé de cours en droit international et en *common law* à la faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Ecuador et de l'Universidad Internacional SEK, Quito

Conférencier sur le droit international et la *common law* pour l'Institut national d'études supérieures de l'Équateur, la Marine équatorienne et l'Académie diplomatique

Août 2004

Conférencier au premier séminaire sur le droit international humanitaire et la Cour pénale internationale à l'intention des fonctionnaires, organisé par le Comité international de la Croix-Rouge et le Ministère équatorien des affaires étrangères à Quito

Mai 2005

Membre d'un groupe sur l'entraide judiciaire et les extraditions internationales à l'occasion du séminaire à l'adresse des procureurs publics, organisé par le Parquet général de Quito

2008

Conférencier à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève

Ouvrages

« Introduction au droit des traités », Universidad Andina Simón Bolívar, Quito (en cours de rédaction), 2012

The United Nations and the repression of terrorism and its financing: conventions and resolutions, Pontificia Universidad Católica del Perú, 2002

Oceans and the Law of the Sea: Considerations for the Agenda of Ecuador, Académie diplomatique Antonio J. Quevedo, Quito, 2002

Divers articles et conférences sur les questions de droit international

Autres activités dans les domaines international et juridique

2004-2006

Président du Comité juridique de la Commission nationale équatorienne pour les affaires maritimes et le droit de la mer

2004

Chef de la délégation équatorienne aux négociations sur le règlement des différends au titre de l'Accord de libre-échange entre l'Équateur et les États-Unis d'Amérique

2003

Chef de la délégation équatorienne aux négociations sur le règlement des différends au titre de l'Accord de libre-échange des Amériques

2003-2005

Membre du Comité exécutif du Fonds commun pour les produits de base, organisation internationale créée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ayant son siège à Amsterdam

2003

Représentant de l'Équateur au treizième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, Kuala Lumpur

2004-2006

Autorité centrale équatorienne pour la Convention interaméricaine sur les commissions rogatoires

2006

Autorité nationale équatorienne pour l'application de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées (Convention de Strasbourg)

Associations professionnelles

Membre de la Latin American Society of International Law (LASIL)

Membre de l'American Society of International Law (ASIL)

Membre du barreau de l'Équateur

Connaissances linguistiques

Espagnol, anglais et français
